



Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques

Résumés des conférences et travaux

141 | 2011
2008-2009

Initiation à l'histoire des idées politiques et théologico-politiques dans l'Europe de l'âge moderne

Sylvio De Franceschi



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1035>

ISSN : 1969-6310

Éditeur

École pratique des hautes études. Section des sciences historiques et philologiques

Édition imprimée

Date de publication : 2 février 2011

Pagination : 282-286

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Sylvio De Franceschi, « Initiation à l'histoire des idées politiques et théologico-politiques dans l'Europe de l'âge moderne », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 141 | 2011, mis en ligne le 24 février 2011, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1035>

Tous droits réservés : EPHE

INITIATION À L'HISTOIRE DES IDÉES POLITIQUES ET THÉOLOGICO-POLITIQUES DANS L'EUROPE DE L'ÂGE MODERNE

Maître de conférences : M. Sylvio DE FRANCESCHI

Programme de l'année 2008-2009 : I. *Raison d'État et raison d'Église : les polémiques doctrinales autour de l'Interdit vénitien (1606-1607)*, suite et fin. — II. *Magistère romain et orthodoxie doctrinale : la question thomiste dans la querelle de la grâce.*

Au cours de l'année 2008-2009, le maître de conférences a poursuivi des travaux précédemment entamés. Il a consacré la moitié de ses conférences à l'achèvement de l'étude des négociations diplomatiques et des polémiques doctrinales engendrées par l'Interdit vénitien (1606-1607). L'autre moitié des conférences a permis d'approfondir un dossier dont l'étude avait été commencée l'année précédente et qui avait pour objet les rapports entre thomisme et jansénisme à l'époque moderne.

I. Raison d'État et raison d'Église : les polémiques doctrinales autour de l'Interdit vénitien (1606-1607)

Au catholicisme antiromain, les événements vénitiens ont été preuve d'une cohésion nouvellement affirmée qui dépassait les frontières des États. Ils ont été aussi, et indéniablement, déception cuisante : la rupture définitive de Venise avec la papauté ne s'est finalement pas produite. La situation a été sauvée par la médiation du roi de France. Arrivé à Ferrare le 23 décembre, le cardinal de Joyeuse va passer un mois et demi à négocier à distance avant de se rendre à Venise – temps de latence ponctué de retournements successifs : le 8 janvier 1607, Paul V proclame en consistoire qu'il entend faire la guerre à la Sérénissime puisqu'elle continue à lui refuser les satisfactions qu'il exige. Décision à quoi le pape a été conduit par les offres militaires que la maison d'Autriche lui a faites. L'allocution consistoriale a provoqué le saisissement des diplomates. Inquiet, le Sénat vénitien a redoublé ses préparatifs. Un important succès est remporté par les diplomates espagnoles et françaises quand les sénateurs consentent à délibérer sur une éventuelle suspension de l'exécution des lois controversées durant les négociations d'un accommodement. Un premier examen de la proposition, émise par le Collège, intervient au Sénat le 18 janvier. Le lendemain 19 janvier, Leonardo Donà, en contradiction avec la fermeté dont il a fait preuve jusque-là, appuie la motion, mais les oppositions sont telles que le vote doit être interrompu. Il est repris le 24 janvier : le principe d'une suspension n'obtient que deux voix de majorité – nombre insuffisant pour légiférer en matières d'État. Le 25 janvier, la proposition du Collège est définitivement refusée par quatre-vingt-dix-neuf voix contre soixante-dix-huit ; qu'elle ait été envisagée est pourtant significatif d'un changement.

Après avoir acquis la certitude que sa venue dans la cité lagunaire était susceptible d'entraîner les plus heureuses conséquences, le cardinal de Joyeuse arrive à Venise le 15 février. Commencées le 19 février en Collège, les négociations s'annoncent difficiles. Le 28 février, le Sénat refuse finalement de promettre à Henri IV de suspendre, durant les tractations, les lois incriminées. Entre-temps, Borghese a signifié à Joyeuse, le 20 février, les ultimes conditions à quoi Paul V accepte de condescendre. Quatre points : les Vénitiens remettent entre les mains d'un envoyé du pape les deux ecclésiastiques incarcérés ; ils donnent leur parole au roi de France de ne pas appliquer les lois de discorde pendant les négociations, et le souverain doit donner la sienne *in scriptis* à Paul V qu'il va en être ainsi ; la Sérénissime assure Henri IV qu'elle est disposée à désavouer son *Protesto* et à rétablir les religieux bannis à l'instant même où le pontife romain doit révoquer ses censures ; quatrième demande :

I Venetiani debbano mandare un ambasciatore a Roma, il quale si presenti alli piedi di Sua Santità per ringratiarLa, il quale ambasciatore debba essere vicino a Roma quando Sua Santità levará le dette censure.

Fort du nouveau projet d'accord, Joyeuse en décrit les prescriptions au Collège le 2 mars. Après un vote indécis le 9, le Sénat accepte la proposition le 14 mars – non sans de grandes réticences : en particulier, l'épineux problème des jésuites et de leur rétablissement n'est toujours pas réglé. Un accommodement se dessine qui est loin de satisfaire aux récriminations de chacun des deux protagonistes. Le 17 mars, Joyeuse quitte Venise. Le 22, il arrive à Rome. Deux jours plus tard, le 24 mars, Du Perron parvient à convaincre le pape de la nécessité d'accepter un accord qui, pourtant, ne lui convient qu'à moitié. Le lendemain, le cardinal a une seconde entrevue avec Paul V. Il en rend compte à Canaye de Fresnes le 29 : « La chose se passa heureusement et si heureusement qu'après deux heures de combat, je fis franchir à Sa Sainteté la difficulté des jésuites. » Le 1^{er} avril, le pape renonce effectivement, non au rétablissement de la Compagnie dans la cité lagunaire, mais à son retour immédiat. Après avoir triomphé des résistances de Paul V, Joyeuse quitte Rome le 5 avril ; il arrive à Venise le 9, lundi saint. Le 10, il expose en Collège la procédure de l'accord négocié. Une sèche acceptation lui est communiquée le 12. En raison des solennités religieuses de la semaine sainte, la conclusion du conflit est retardée. Elle a lieu finalement le 21 avril : les deux prisonniers ecclésiastiques sont livrés à Canaye de Fresnes chez Joyeuse par Marco Ottobon, secrétaire du Sénat, puis remis au commissaire du pape Claudio Montano ; le cardinal se rend ensuite au Collège, où il annonce sans cérémonie que les censures pontificales sont levées et prononce, mais presque inintelligiblement, une formule d'absolution ; Joyeuse célèbre enfin, dans l'église cathédrale de San Pietro, une messe de réconciliation, en présence de deux diplomates espagnols humiliés, l'ambassadeur ordinaire, Don Iñigo de Cardenas, et Don Francisco de Castro. Le jour même est affiché un manifeste révocatoire du *Protesto*, dont la teneur est un chef-d'œuvre d'ambiguïté. Le doge y proclame certes que ses précédentes lettres ducales sont désormais révoquées, mais il affirme aussi que le différend s'est achevé parce que Paul V

a accepté de reconnaître « *la candidezza del nostro animo, la sincerità delle nostre operationi et la continua osservanza che portiamo a quella Santa Sede* ». Suprême mortification pour le pape, il est précisé que le *Protesto* n'a été révoqué que parce que les censures avaient déjà été levées : « *Essendo state levate le censure, è restato parimenti revocato il protesto che già facessimo per questa occasione.* » Autrement dit, le principe d'une simultanéité des révocations, qui était l'une des principales conditions posées par Paul V, n'est pas respecté. Dernier indice de la pertinacité vénitienne : le 23 avril, le Sénat accorde une pension viagère annuelle aux théologiens qui ont défendu leur patrie contre les prétentions pontificales.

II. Magistère romain et orthodoxie doctrinale : la question thomiste dans la querelle de la grâce

Parmi les très nombreuses autorités auxquelles les théologiens catholiques du XVII^e siècle en appellent pour trancher les controverses de doctrine qui les opposent, deux figures se détachent très nettement : celle de saint Augustin, évidemment, mais aussi celle de saint Thomas. Si le prestige de l'évêque d'Hippone, dont l'influent magistère rayonne au firmament théologique de la catholicité, demeure inentamé, voire revigoré, malgré les multiples disputes exégétiques que subit son œuvre au long de la querelle de la grâce, l'influence du Docteur Angélique n'est pas moins prégnante – elle se fait même de plus en plus envahissante au fur et à mesure que se développent les controverses jansénistes. Particulièrement acharné depuis la clôture indécise par le pape Paul V des Congrégations *de auxiliis* le 28 août 1607, l'affrontement entre les dominicains, défenseurs *ex officio* des enseignements thomasiens, et les jésuites, partisans de la supposée accommodante théologie de leur confrère Luis de Molina (1535-1600), a renforcé l'expression d'un thomisme canonique en même temps qu'il a provoqué la consolidation d'un antithomisme dont Jacob Schmutz a récemment montré la vigueur impétueuse et la déconcertante variété¹. Au carrefour d'intérêts polémiques contradictoires, la légitimante caution de l'Aquinate faisait l'objet des plus condamnables instrumentalisation, mais aussi des clarifications les plus minutieuses. En matières thomistes, on sait que l'âge classique a été l'époque d'une floraison sans précédent, longtemps offusquée par de tenaces préjugés à l'encontre de la scolastique tardive. D'une production abondante et sans conteste particulièrement brillante émergent les deux monuments des *Complutenses*, ou *Cursus philosophicus*, publiés entre 1624 et 1647 par les carmes d'Alcalá, et des *Salmanticenses*, ou *Cursus theologicus*, rédigés aussi par des carmes, mais à Salamanque, et imprimés entre 1631 et 1701, qui se veulent synthèses indépassables, respectivement philosophique et théologique, de la doctrine de saint Thomas. À dire vrai, sans même prendre en compte le continuel travail de compilation des disciples de l'Aquinate, il suffit d'ouvrir n'importe quel ouvrage de théologie dogmatique du temps pour y constater l'omniprésence du Docteur Angélique, dont la *Somme de théologie* demeure manifestement la seule autorité dont le poids puisse faire concurrence à la suprématie de saint Augustin. Le statut théologique

1. J. Schmutz, « *Bellum scholasticum*. Thomisme et antithomisme dans les débats doctrinaux modernes », *Revue thomiste*, 108/1 (2008), p. 131-182.

de saint Thomas n'est pourtant pas aussi assuré au xvii^e siècle qu'il peut le paraître de prime abord ou selon une lecture rétrospectivement déformée par la vitalité néo-thomiste des xix^e et xx^e siècles – son caractère inébranlable, l'intangibilité que ses défenseurs et ses adversaires mêmes lui affectaient, ont parfois semblé suffisamment fragiles pour que l'on prît la peine de les illustrer et de les renforcer. Si inattendu que paraisse le fait, il n'en est pas moins vrai qu'à l'âge classique, une part importante du débat sur le thomisme a été consacrée à démontrer que la doctrine de saint Thomas avait été approuvée par l'autorité ecclésiastique ou qu'au contraire, elle ne pouvait se flatter d'aucune approbation qui la mît irréversiblement à l'abri des critiques de ses adversaires. Au xvii^e siècle, le corpus thomasien est dorénavant fixé pour longtemps. On le trouve dans les dix-huit volumes de l'édition des *Opera omnia* publiée à Rome en 1570 sur l'ordre du pape Pie V – d'où l'appellation de *Piana* sous laquelle elle est connue –, entreprise dirigée par le cardinal dominicain Vincenzo Giustiniani (1516-1582) et son confrère Tomás Manrique († 1573), maître du Sacré Palais. Le texte de la *Piana* est ensuite entièrement repris dans les dix-huit volumes de l'édition publiée à Venise en 1593. Les dix-huit volumes des *Opera omnia* qui paraissent en 1612 à Anvers sous l'égide éditoriale du dominicain Cosme Morelles († 1636) ne comportent que peu de modifications. Plus originale, même si elle n'a pas bénéficié du succès que ses promoteurs espéraient, l'édition en vingt-trois volumes publiée à Paris en 1660 est le résultat de l'immense travail philologique et exégétique accompli par le dominicain Jean Nicolai (1594-1673), réputé pour les sarcasmes dont Pascal l'accable dans ses deux premières *Provinciales* (1656). Pour les théologiens du xvii^e siècle, toutefois, seules ont été véritablement prises en compte la *Piana* et l'édition d'Anvers, avant qu'elles ne fussent supplantées par les vingt-huit volumes de l'édition vénitienne établie par le dominicain Bernardo Maria de' Rossi (1687-1775) et imprimée de 1745 à 1760, puis par les vingt-cinq volumes de l'édition publiée à Parme chez Pietro Fiocadori entre 1852 et 1873, par les trente-quatre volumes parus entre 1871 et 1880 chez le parisien Louis Vivès et dirigés par les abbés Stanislas-Édouard Fretté (1828-1899) et Paul Maré, né en 1838, et enfin par l'édition léonine – ainsi désignée parce qu'elle a été voulue par le pape Léon XIII après la publication de l'encyclique *Æterni Patris* (4 août 1879) –, dont le premier volume paraît en 1882 et qui demeure encore inachevée. Au xvii^e siècle, le prestige de la *Piana* est tel qu'elle limite pour des décennies le recours à d'éventuelles éditions concurrentes. L'époque posttridentine a été incontestablement favorable à une croissante emprise thomiste dans le domaine de la théologie catholique. Pour conforter leurs positions, les dominicains pouvaient invoquer la bulle *Mirabilis Deus*, fulminée par Pie V le 11 avril 1567, qui instituait la célébration du jour anniversaire de la mort du Docteur Angélique et rappelait que la doctrine thomasiennne était une arme redoutable contre les hérésies ; la bulle *Triumphantis Hierusalem*, publiée par Sixte Quint le 14 mars 1588, qui faisait de saint Bonaventure un docteur de l'Église et prononçait au passage un éloge appuyé de saint Thomas ; le bref *Dilecti Filii* souscrit par Clément VIII le 22 novembre 1603, qui accordait à la ville de Naples le droit de compter l'Aquinat parmi ses patrons et fixait la date de la fête patronale au 20 janvier, jour anniversaire de la translation d'un bras de saint Thomas dans la cité parthénopéenne ; le bref *Splendidissimi catholicæ fidei* publié

le 17 décembre 1607 par Paul V, qui déplaçait la célébration napolitaine du 20 au 19 janvier, puisque l'on s'était aperçu que le 20 janvier était déjà jour de la fête de saint Sébastien martyr, et qui affirmait que « *splendidissimi catholicæ fidei athletæ Beati Thomæ Aquinatis scriptorum clypeo militans Ecclesia hæreticorum tela feliciter eludit* » ; ou encore le bref *Literas uestras* adressé le 7 août 1660 par Alexandre VII aux docteurs de Louvain, où le pontife romain félicitait les lovanistes de leur volonté de vouloir toujours suivre « *præclarissimorum Ecclesiæ catholicæ doctorum Augustini et Thomæ Aquinatis inconcussa tutissimaque dogmata* ». Liste flatteuse qui ne suffit pas à rassurer les dominicains au lendemain de la fulmination de la Bulle *Vni-genitus*. Alors que les jansénistes vont partout prétendant que la constitution de Clément XI condamne le thomisme *de gratia*, les disciples de saint Thomas font pression sur le Saint-Siège pour obtenir une confirmation de l'orthodoxie des thèses thomistes *de præmotione physica*.